L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 MARS 1877. 30me Année.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 15 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Pisalé J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Boucaniers, rue Royale, maison ci-devant au No 176 rue Ste Anne, entre Frieur et Johnson—Ameublements complémentaires pour chambres et résidence de famille, faisant fonds à trois rues et au Vieux-Bassin.

Par S. Guimenie, au No 6 de la rue de Chartres—beaux meubles.

Par A. Marks, Levy & Co., 32 rue des Magasins—Grand stock de vêtements, articles de toilette, articles en mercheries, parapluies, chapeaux, etc.

Par Vincent & Co., à leurs salles de vente, Nos 63 et 64, de la rue de la Douane—marchandises sèches et bonneterie.

L'attention des amateurs de vins fins est appelée sur l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Son.

SPECTACLES.

Jeudi, 15 Mars 1877.

ACADÉMIE—Shannon & Slocum Minstrels.

L'élection d'un sénateur.

C'est en politique, surtout, que l'on peut dire qu'aucune question n'est simple parce qu'il n'en est aucune qui n'ait plusieurs faces.

M. Hayes a beau être sincère dans sa politique, ses ministres ont beau avoir accepté en principe le programme contenu dans son discours d'inauguration, le président et son cabinet n'en sont pas moins arrêtés dans la mise à exécution immédiate de ce programme par toute sorte de considérations. M. Hayes déclare qu'il ne se pressera pas et il écoute complaisamment toutes les suggestions qui lui sont faites, en se réservant de décider par quels procédés il devra atteindre le but qu'il s'est proposé, la pacification des esprits au Sud et la restauration du self-government.

Les avances inattendues faites aux démocrates du Sud ont eu pour effet immédiat de ramener à l'administration les républicains dissidents qui affectent, maintenant, d'accepter la politique de Hayes pour mieux la contrecarrer. Cette rentrée au camp des dissidents semble avoir eu pour résultat de rendre l'administration plus circonspecte. Satisfaite d'un résultat qu'elle devait avoir en vue, elle se tient sur l'expectative, ne voulant pas provoquer une nouvelle brouille.

Morton et Blaine sont aux républicains du Sud, ont imaginé un nouveau moyen d'empêcher le succès des gouvernements de Nicholls et de Hampton, c'est de proposer une nouvelle élection à la Louisiane et dans la Caroline du Sud. Ce n'est là qu'une idée mise en avant, qu'une tactique dilatoire, car nous ferons observer qu'aucun bill ne peut être présenté à la session actuelle du Sénat qui n'est qu'une session extraordinaire.

Il n'y a donc dans l'annonce d'une pareille intention qu'une manœuvre de faire mettre en question la validité de l'élection du 7 novembre 1876, élection en vertu de laquelle les huit votes de la Louisiane ont été accordés à Hayes. On veut présenter aux sénateurs républicains alternative de l'admission de Kellogg, qui entraînerait la reconnaissance de la législature Packard, ou celle d'une nouvelle élection qui impliquerait l'invalidation du titre de Hayes à la présidence.

La réponse à cette alternative serait la présentation et l'admission d'un sénateur qui par la Législature légale, celle qui reconnaît Nicholls pour gouverneur.

Ceux de nos amis à Washington, qui croient la législature d'office un sénateur font valoir, entr'autres arguments, la nécessité d'opposer à Kellogg élu d'une législature, un concurrent élu par l'autre législature.

C'est, disent-ils, le seul moyen de déjouer la présomption qui résulte de l'absence de tout contestant, présomption que la majorité du comité des élections est invoquer dans son rapport pour demander que Kellogg soit admis à siéger comme ayant un titre *primâ facie*. Le Sénat n'est pas, en effet, saisi des prétentions du gouvernement de Nicholls qu'il ne reconnaît pas officiellement et il est très ignorer l'existence de deux gouvernements rivaux. Si captieux que soit l'argument, il n'en a pas moins certaine force apparente.

Il y a encore d'autres raisons qui militent en faveur d'une élection immédiate : nous avons exprimé le regret que la législature ne se soit pas décidée à vider une bonne fois la question sénatoriale.

Mais nous croyons juste de faire connaître le motif qui est porté la majorité à envoyer encore une fois le choix du sénateur. Ces motifs sont tirés de la composition actuelle du Sénat et de la faiblesse de la majorité républicaine. La majorité a pensé qu'il valait mieux ne pas avoir actuellement les 36 sénateurs républicains dans l'alternative ou d'admettre Kellogg ou d'augmenter la minorité démocratique en recevant un sénateur démocrate. Dans l'état actuel des choses, Kellogg n'a pas de chance d'être admis à siéger, son affaire sera renvoyée à une autre session. On a pensé qu'il valait mieux ajourner ainsi la question du sénateur que de courir le risque de la voir résoudre par l'admission de Kellogg, admission qui aurait pour effet de gêner l'action de l'administration dans la question gouvernementale de la Louisiane.

L'argument n'est pas irréfutable, mais il ne manque, cependant, pas de valeur. Une abstention vaut mieux qu'un faux pas.

L'objectif que nous devons nous proposer en ce moment, c'est la disparition du gouvernement de Packard. Or, il est probable et presque certain qu'aussitôt après l'ajournement du Sénat, le Président Hayes agira dans le sens indiqué par lui, c'est-à-dire qu'il retirera les troupes de leurs cantonnements dans l'intérieur de la Nouvelle-Orléans et laissera ainsi tomber le gouvernement de Packard qui n'est maintenu que par la présence de ces troupes. Il ne faut donc rien faire qui puisse nous en faire un résultat.

Si, cependant, la législature avait la certitude que tel est tel candidat est assuré de l'emporter sur Kellogg, elle ne devrait pas hésiter à procéder de suite à une élection. Sa décision doit dépendre du caractère des informations qu'elle possède à ce sujet.

Et dans tous les cas, la question du sénateur doit être subordonnée à l'intérêt beaucoup plus grave de la question gouvernementale.

ÉLECTION D'UN SÉNATEUR A VERSAILLES.—Nous voyons par une dépêche spéciale au *Herald* que M. Dupuy de Lôme a été élu sénateur à vie en remplacement du général Changarnier par 142 voix, ce qui constitue la majorité absolue. Son concurrent, M. André, a eu 140 voix, et M. Grandperret, ancien procureur-général, 1 voix.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Tous les habitués de l'Académie, même les plus indifférents, ont repris le chemin de ce théâtre, grâce aux représentations qu'y donnent les ménestrels de Simmons et Slocum. C'est qu'on y rit et qu'on s'y amuse et qu'il serait fort difficile de s'amuser et de rire ailleurs. Thatcher qui prend son bénéfice demain soir, fait sample provision de facéties, de lazzis et de drôleries qui n'ira pas l'entendre ? La salle sera pleine du haut en bas.

FRANCE.—Paris, 9 mars.—Le roi d'Espagne est encore en vie. Il reste à l'hôpital mais il ne rétablit, dit-on.

M. Blanc a abandonné la direction du journal l'*Homme libre* pour cause de mauvaise santé.

Paris, 10 mars.—M. de Vaugelas, secrétaire de la légation française à Washington, a été nommé en même temps à Berlin. M. Baley succédera à M. de Vaugelas à Washington.

Mme Journet, est accouchée à Toulouse, de cinq enfants, deux garçons et trois filles ; deux sont vivants.

MEXIQUE.

Nous avons reçu des journaux de Mexico jusqu'au 4 mars. Mais n'y trouvons aucune nouvelle que le télégraphe n'ait déjà annoncée.

Nous trouvons le qui suit dans *Le Courrier d'Europe* :

Le général BERNABAL.—D'après *El Fabrilino* qui semble mieux informé de la carrière de M. Iglesias comptait fait vendre vieille, que nous donnons, il paraît définitivement, à ce sujet il semble et le gouvernement.

—On croit que M. Iglesias viendra sous de Brownsville, point de la Nouvelle-Orléans s'établir en quelque point de la frontière et que de M. Escobedo à garner l'intérieur de la république.

—Cela n'est pas possible, répondit M. Díaz, même que le démembrement du gouvernement des Etats-Unis de lui défendre le passage.

—Et le gouvernement américain ne tiendra aucun compte de cette demande, puisqu'il n'est pas fait quand le gouvernement de M. Lerdo, dont il avait reconnu la légitimité, n'a pu obtenir que le passeur vous fût inscrit alors que vous vous vous mettre à la tête de la révolution.

—Eh bien ! nous verrons ce que nous ferons.

Avant de quoi de congé, M. Barrientos parla de M. Lerdo, sur quoi le général répondit : "Quant à Lerdo, c'est une affaire finie."

Les journaux constatent la formation d'un courant d'opposition des plus marqué contre le gouvernement de Díaz, malgré ces belles proclamations.

RECRUTEURS ET CONSUL.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Il paraît que les agents qui font métier de recruter les équipages pour les navires partant de Pensacola (Floride), commettent des abus graves, de vols et d'escroqueries, sur lesquels le major David, vice-consul de France à Pensacola (Floride), déclare par les protestations qu'il a l'honneur de connaître le major T. L. David, vice-consul de S. M. Britannique, dans une lettre adressée à Pensacola, et que son collègue s'est toujours conduit de façon à mériter le respect et la considération qui lui sont dus ; et qu'à raison de son zèle et de son dévouement pour protéger les marins contre les abus des recruteurs, il a été arrêté, maltraité et blessé par la police, qui pendant quelque temps a été liguée avec les marchands d'hommes.—Signé A. FOURNIER."

CHRONIQUE PARISIENNE DU HERALD.

Paris, 10 mars—Adelina Patti a paru jeudi, à Vienne, dans le *Sonnambula*. Les dilettantes l'ont applaudie avec fureur, mais les dames l'ont accueillie avec une réserve glaciale.

Morelli, Pompeomatto de Vienne, a été prévenu qu'il serait fait sur à Vienne par un officier hongrois dont il avait séduit la sœur.

Le baron Von Rhaden, l'ex-mari de Pauline Lucca, lui intente un procès pour lui réclamer la moitié de l'argent qu'elle a gagné en Amérique avant son divorce.

M. Holmesher, directeur du Grand Opéra, a failli être tué jeudi par accident. Le cheval de son brougham s'étant emporté.

La *Revue des Deux Mondes* contient dans le numéro de mars, un admirable article sur le journalisme en Amérique.

Les dames portent maintenant les chéveux à la Grecque.

FRANCE ET ALLEMAGNE.

Nous lisons dans la *Presse* :

Cet article de mauvais bruits dans les salons ; il faut les démentir avant qu'ils aient gagné la presse. On dit que M. de Rémusat partirait à notre ouverture, quitte à rentrer plus tard avant peu, de ses fonctions de notre ambassadeur à Berlin. Il n'y pas un mot de vrai dans ces bruits. Notre situation en nous obligeant pour qu'on ne l'aggrave pas par des inventions de ce genre. Assurément, à Berlin comme à Paris, il peut arriver à un agent de la ne faire chose de le dire, pas en esprit sérieux ; ne pense que tout soit jamais fait entre l'Allemagne et la France. Mais cette pensée n'est pas d'hier ; elle est née avec nos désastres ; elle hante survivre ; elle est la pensée de tous les vaincus et de tous les vaincus. On dit que nous nous préparons. Evidemment, le seul fait de vivre, de réparer nos pertes, de nous organiser, tout cela, ce sont des préparatifs. Sont-ils menaçants ? Non, nenni mieux que nos adversaires comblent les le sont peu, combien peu surtout que travaux s'accomplissent dans un but d'agression.

Cela dit pour nous, quelles est la disposition d'esprit des gens ? Est-ils cette méfiance que complaisant réviser certains journaux ? Malheureusement quelques tentatives nouvelles ? Nous ne la croyons pas pour le moment ; et moins, et nous croyons que des sentiments fort contraires les solliciteraient flattés pour la fête, tantôt pour le mal. Il y a des gens, et, si ce n'est pas, qui, qu'il y a quelque chose de plus ; qui, sur la question en dehors de la durée de laquelle on est atteint. On hésite et l'on attend les événements sans prendre de parti. Evidemment on pourrait agir, si l'occasion semblait bonne ; mais chercher cette occasion, la provoquer, l'inventer, c'est autre chose, et nous doutons qu'on le veuille tenter.

Une nuance nous a été signalée ; elle n'est pas remarquable, mais le rapprochant de la politique allemande, dans le conflit oriental, n'est légèrement modifiée. Naguère, elle était ostensible et positive ; elle l'est encore, mais d'un ton qui laisse à penser qu'on nourrit théoriquement quelques projets, et qu'on ne serait pas fâché de voir naître cette occasion qu'on hésitait à provoquer. Voilà, croyons-nous, l'état exact de la question. Cela ne nous met en présence ni d'inquiétudes actuelles, ni des craintes à courte échéance comme voudraient le faire croire certains colporteurs de nouvelles mensongères.

Le Pays de Berlin, partant de la réception qui a eu lieu le 21 février à l'ambassade d'Allemagne à Paris, s'exprime de la manière suivante :

"La présence d'un grand nombre de Français appartenant au monde officiel, aux chambres et à la haute société, a fait jusqu'à un certain point de cette soirée, un événement politique et a prouvé les bonnes relations qui existent entre la France et l'Allemagne."

LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON

APPRÉCIÉ PAR UN PUBLICISTE PRUSSIEN.

Le Journal de Montauban publie, chaque mois, un aperçu sérieux d'un Prussien sur la politique en France. La lettre qui se trouve dans le numéro du 25 février dernier contient quelques détails des intérêts nationaux du maréchal et des journaux bonapartistes qui cessent pas le maréchal, en Amérique.

Il faut, dit le publiciste de Berlin, avoir vécu pour l'estime pour le caractère de cet honnête homme. Au ce général qui, au risque de briser son avenir militaire, osa, en même période de la puissance impériale, protester contre la loi fatale dite de *sûreté générale*.

Les Droits de l'homme ont résumé la carrière de Mac Mahon ; je vous vous citer, à ce sujet, un ou deux ouvrages ou même de ses adversaires, et d'abord Gambetta, le fait particulier qui peut vous intéresser, vous l'impute.

Le 1er septembre 1870, dès le matin et avant la venue de Napoléon, sur le champ de bataille, l'état-major du maréchal avait dû, sous des protectrices d'une batterie prussienne qui occupait le Liban, se retirer qui occupait le Liban au village dit "Rebécourt."

Des renseignements nouveaux permettent aujourd'hui d'en dire que Napoléon était en face. A l'aide des jumelles, on remarquait beaucoup, quand le fumée dissipée, un cavalier à manteau rouge, tenant un chemin de couleur sombre, qui correspondait avec à un mur qui dominait de groupe de l'état-major et des gens de l'entourage. Il ne se passait rien avant que le maréchal ait pris une résolution, et les amis qui étaient dans le groupe de l'état-major et des gens de l'entourage disent que le maréchal ne pouvait pas se résoudre à ordonner la retraite, et que, si